

SOCIAL L'intersyndicale des Papeteries appelle à une manifestation mardi à 15 h

Vx Ratin
24/05/09

La mobilisation avant de saisir la justice

MALAUÈNE

Vendredi soir, à l'union locale de la CGT Vaison-Malauène, avec comme secrétaire Thierry Georges, l'avenir des Papeteries de Malauène était sur toutes les lèvres. Une usine dont la fermeture est annoncée pour septembre prochain et qui laissera 211 personnes au chômage.

L'organisation syndicale appelle à une manifestation ce mardi à 15 heures. Une marche qui finira devant les bureaux de l'entreprise.

Une manifestation d'autant plus facile à organiser que les hasards du calendrier veulent que cette année, le Vaucluse accueille la réunion de l'intersyndicale CGT des quatre usines françaises du groupe américain Schweitzer-Mauduit, propriétaire du site.

Car pour les représentants des salariés, la cessation de l'activité dans le



L'union locale CGT attendra la décision du référé avant de conduire des actions plus dures envers la direction.

haut-Vaucluse aura des répercussions évidentes sur les autres entités. C'est pour cela que l'ordre du jour des débats risque d'être fortement perturbé.

« À Saint-Girons, une trentaine de personnes travaillent pour Malauène, et autant à Quimperlé. On peut se demander ce qu'ils vont devenir » explique

Frédéric Fouquet, membre du comité d'entreprise.

Dans l'assistance, on demande aussi quand les syndicats durciront le ton, de façon plus évidente.

"Aucune machine ne sortira du site"

Pour Jean-Marc Moulin, délégué CGT à l'usine de Malauène, il ne s'agit pas que les employés se retrouvent devant les tribunaux : « Dès que nous aurons les informations complémentaires et réunies suffisamment de preuves, nous allons saisir le tribunal des référés. Il nous faut faire invalider le fait que la direction décide un licenciement économique. Ce serait préjudiciable de se retrouver devant un juge pour des faits graves. Mais je peux vous assurer qu'aucune machine ne sortira du site. Notre but est de préserver l'outil de travail et de faire en sorte que l'entreprise reste un site industriel ».

Bruno ALBERRO